



200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1800 VENDREDI 9 AOÛT 2013

SANTÉ**Démarrage du recensement des tradi-praticiens**

Le recensement, qui cible tous les tradi-praticiens travaillant en RDC, concerne dans un premier temps la ville de Kinshasa et sera étendu l'année prochaine à d'autres provinces du pays. Cette action vise notamment à mettre en place une base des données de tradi-praticiens et de leurs spécialités, d'identifier les problèmes qui minent ce secteur y compris les plantes médicinales utilisées.

Grâce à ce recensement, le pays pourra disposer des informations fiables pour prendre des mesures appropriées visant à planifier des actions pouvant favoriser le développement de la médecine traditionnelle et disponibiliser des données fiables à mettre à la disposition des entreprises du secteur. Les associations existantes ainsi que celles qui opèrent dans l'ombre sont invitées à apporter leur franche collaboration à cette opération.

Page 14

EPSP**Lancement de la campagne d'inscription de tous les enfants à l'école**

Le coup d'envoi de cette opération a été donné le 7 août par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangi Famba. Plus de deux millions d'enfants âgés de 6 à 7 ans, qui sont en dehors de l'école, constituent la cible principale de cette action. Le gouvernement et ses partenaires s'emploient à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des politiques permettant de réinsérer ces enfants dans le système scolaire. Cette campagne permettra aux deux millions d'enfants ciblés de bénéficier des kits éducatifs grâce à l'appui de l'Unicef. Tous les acteurs du secteur de l'éducation sont appelés à redoubler d'efforts pour s'approcher davantage des résultats attendus d'ici 2015 en matière de la scolarisation primaire de tous les enfants.

Page 13

Concertations politiques en RDC**Kinshasa sollicite officiellement l'appui de Brazzaville**

Denis Sassou N'Guesso, Léon Kengo Wa Dondo et Aubin Minaku

Au sortir de l'audience que leur a accordée le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, jeudi en fin d'après-midi, Léon Kengo Wa Dondo et Aubin Minaku, respectivement président du Sénat et président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo (RDC), ont indiqué à la

presse être venus solliciter le soutien du chef de l'État congolais pour la conduite du dialogue politique qui s'ouvre dans leur pays la semaine prochaine. « Nous lui demandons de s'associer à la concertation. Son rôle de nous accompagner sera déterminant », a notamment déclaré Léon Kengo

Wa Dondo, qui a insisté sur le caractère consensuel des décisions qui seront prises au cours de ce « dialogue inclusif » entre les filles et les fils de la République démocratique du Congo. Il a ajouté que les groupes rebelles seront également invités.

Page 3

La société civile convoite le secrétariat technique

Jonas Tshombela de la Nouvelle société civile congolaise (NSCC)

Les membres de la société civile estiment que leur composante devra aussi avoir voix au chapitre, étant entendu qu'elle est représentative de toutes les couches sociales de la Nation. Ils affichent clairement leur volonté d'être représentés au présidium des concertations nationales qui semblent être l'apanage des seuls politiciens. Longtemps marginalisée par des politiciens qui s'accaparent souvent de tous les postes lorsqu'il s'agit de redistribution des cartes au sein des institutions, la société civile veille cette fois-ci au grain. Les plates-formes de la société civile affichent également leurs ambitions par rapport au secrétariat technique à mettre en place qu'elles voudraient chapeauter. Elles réclament, par ailleurs, la révision à la hausse de sièges de représentation aux concertations nationales qui devront, selon elles, passer de 19% à 60%.

Page 12

ENJEUX POLITIQUES**Des ONG des droits de l'Homme plaident pour un dialogue inclusif**

Le collectif des ONG des droits de l'Homme se dit préoccupé par la non-organisation jusqu'à ce jour par le président de la République d'une concertation avec l'opposition et la société civile afin de trouver des solutions aux préalables relatifs à la forme et au fond des concertations nationales. Pour cette structure, les préparatifs tels que menés actuellement par le présidium ne pourront contribuer à la décrispation de la situation politique, à la protection des personnes et de leurs biens ainsi qu'à la réconciliation nationale. L'unité nationale et l'intégrité du territoire de la RDC ne pourront être obtenues que grâce au maintien des conditions qui favorisent un dialogue permanent avec les forces vives représentatives des courants majeurs de la société congolaise.

Page 12

ÉDITORIAL

État fort

Ce que démontrent à l'évidence les événements en cours dans la partie nord de l'Afrique est la nécessité pour les États modernes de concilier le régime démocratique avec l'existence d'un État fort, c'est-à-dire capable de faire régner l'ordre public sans pour autant sacrifier les libertés individuelles ou collectives sur l'autel de la continuité. Si, en effet, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, avaient su se doter sous la pression populaire de gouvernements capables de gérer les affaires publiques sans pour autant tomber sous la coupe de partis extrémistes, leurs peuples ne seraient pas confrontés aujourd'hui à des querelles inextricables dont nul ne peut prédire l'issue.

Ceci pour dire que dans les pays comme les nôtres, qui ont fait la très dure expérience de l'anarchie alors qu'ils pensaient s'être installés durablement dans la démocratie et la liberté, il faut savoir raison garder. Savoir raison garder c'est-à-dire ne pas céder aux démons de la démagogie qui inspirent volontiers les adversaires du pouvoir en place et les conduisent à proposer à leurs contemporains des alternatives suicidaires afin d'accéder enfin à des fonctions publiques dont ils espèrent tirer les plus grands avantages.

Pourquoi ne pas le dire franchement même si une telle assertion nous vaut d'être accusés de faire le jeu du pouvoir en place: la véritable force du Congo, aujourd'hui, est d'être géré par un pouvoir fort qui tire sa légitimité du vote populaire, mais qui ne cède pas aux mirages libertaires que certains lui présentent comme la panacée à ses problèmes présents. Sans doute ce pouvoir n'est-il pas exempt de défauts et pourrait-il se montrer plus efficace dans la gestion des affaires publiques, mais du moins assure-t-il à chacun de nous une liberté de penser et d'agir qui n'a pas de précédent, et c'est déjà considérable.

C'est pourquoi la question que nous devons nous poser aujourd'hui est de savoir comment pérenniser ce régime sans pour autant aliéner notre liberté de choix, comment donc concilier stabilité et démocratie qui conditionnent la marche du Congo vers le développement durable. Alors que s'amorce un débat public sur l'évolution de notre République il n'est ni prématuré, ni inutile de lancer le débat.

Les Dépêches de Brazzaville

PCT

Qui va diriger la nouvelle organisation des femmes ?

Le congrès constitutif de la nouvelle organisation des femmes du parti congolais du travail (PCT) a atteint sa vitesse de croisière et pour rester dans le monde des navigateurs, l'avion amorce déjà son atterrissage, car c'est demain, samedi 10 août. Seulement à l'heure de l'épilogue, une seule question revient : à qui la présidence ?



Arlette Soudan-Nonault

Palais des congrès. L'atmosphère aux heures de pause renseigne sur les tractations qui y ont cours. Dans les couloirs de ce mythique lieu où se tiennent ces assises, les échanges entre militantes tournent non seulement autour de la dénomination de la future organisation, mais également sur le nom de la militante qui aura la charge de présider à ses destinées.

Les exclues...

Déjà quelques noms sont à exclure : Esther Ayissou-Gayama, Evelyne Tchitchelle née Moe Poaty, Jeanne-Françoise Leckomba-Loumeto. Ces femmes, qui ne méritent pas, sont écartées de la course parce qu'elles sont secrétaires nationales au niveau du PCT. Sur ce point précis, le secrétaire général du parti, Pierre Ngolo, avait été clair lors de sa conférence de presse consacrée au bilan de ses deux années à la tête du parti. Telle est la règle du jeu, même si toutes ces trois femmes ont conduit les travaux préparatoires du congrès constitutif de l'organi-

sation féminine du PCT.

À surveiller de près...

Au niveau actuel des travaux, et faute d'informations, c'est la rumeur qui règne. Parfois nourrie par des impatientes, souvent entretenue par des ambitieuses en guise de ballon d'essai, d'intox ou à des fins incitatives. C'est ainsi que parmi les noms cités pour le poste, ceux des anciennes ministres, Jeanne Dambendzet et Madeleine Yila-Boumpouto, reviennent en boucle. D'autres militantes parlent également d'éluës du peuple comme Jeanne-Émilie Ngoto ou Bernadette Ondzé. Les membres du bureau politique, Antoinette Kebi et Arlette Soudan-Nonault, sont aussi citées. À cette liste, il faut ajouter le nom de l'administratrice-maire du 9^e arrondissement de Brazzaville, Djiri, Ida-Victorine Ngampolo. Un tableau, non moins objectif, qui annonce que la ba-



Jeanne Dambendzet

taille paraît rude pour le poste de celle qui demain sera appelée « leader des femmes » du PCT. Comme on le sait, cette organisation, dont la charpente sera posée le samedi 10 août, vise, entre autres objectifs principaux, à contribuer à la promotion de la femme, à l'affirmation de son statut et de son rôle dans la société congolaise, ainsi que de veiller à son épanouissement et à son intégra-



Jeanne-Émilie Ngoto

tion effective dans le processus de développement national sur la base des valeurs de la social-démocratie. Des objectifs spécifiques complètent cette liste.

L'URFC est dissoute.

Mais « Seule la lutte libère ! »

La future organisation des femmes du PCT, dont la dénomination finale sera arrêtée par les congressistes est née des cendres de l'Union révolutionnaire des femmes du Congo, dissoute le 9 mai 2012. Le mouvement en gestation se propose d'hériter de sa devise, à savoir « Seule la lutte libère ». Il fondera son action sur les valeurs cardinales qui s'articulent autour des principes de la démocratie pluraliste et de liberté, des idéaux de justice sociale, de dignité humaine et de respect mutuel. La future, ou la nouvelle, organisation des femmes du Congo se propose de favoriser l'éclosion de tout le potentiel des femmes et des hommes dans une politique genre dynamique pour une participation plus significative de tous à l'édification d'une société prospère, éprise de justice et de paix. La militante qui aura la charge de conduire ses destinées devra être capable de mobiliser et de tout mettre en œuvre pour la traduction dans les faits des objectifs précités, inscrits noir sur blanc, dans les documents fondamentaux.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Genvais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpara

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeu
Chef de service : Abira Kiabi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Soré Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Soré Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE GALLERY CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CONCERTATIONS POLITIQUES EN RDC

Léon Kengo Wa Dondo et Aubin Minaku reçus par le président Denis Sassou N'Guesso

Les présidents des deux chambres du Parlement de la République démocratique du Congo, (RDC) Léon Kengo Wa Dongo (Sénat) et Aubin Minaku (Assemblée nationale), accompagnés par l'ambassadeur en poste à Brazzaville, Christophe Muzungu, ont été reçus, jeudi, dans l'après-midi, à la résidence du Plateau, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Le chef de l'État était assisté par André Obami Itou et Justin Koumba, homologues respectifs des deux hôtes venus de RDC.

L'audience a duré un peu plus de trois quarts d'heure, durant lesquels Denis Sassou N'Guesso et ses interlocuteurs ont essentiellement parlé des concertations politiques qui s'ouvriront la semaine prochaine à Kinshasa. À ce titre, les autorités de la RDC sollicitent officiellement la participation du chef de l'État congolais : « Il est le voisin le plus immédiat, il a une longue expérience du pouvoir et sait aborder les



Léon Kengo Wa Dondo (au centre) entouré d'Aubin Minaku et de Christophe Muzungu

problèmes lorsqu'ils se posent », a souligné Léon Kengo Wa Dondo au sortir de l'audience.

Le président du Sénat de la RDC a aussi déclaré : « Nous sommes venus rencontrer le président de la République, pour lui dire que nous allons débiter les concertations dès la semaine prochaine. Comme nous voulons qu'elles soient inclusives et aboutissent à des décisions consensuelles ; dans certaines circonstances nous aurons besoin de listes et lui de-

mandons de pouvoir nous accompagner. D'où cette visite pour pouvoir l'associer à ces concertations ».

Quant au rôle exact que remplira Denis Sassou N'Guesso dans ces concertations, Léon Kengo Wa Dondo a expliqué qu'il sera déterminé lors d'une prochaine visite de son homologue, Joseph Kabila, à Brazzaville. Dans cette perspective, a-t-on appris de source diplomatique, une seconde quadripartite pourrait regrouper dans la capitale

congolaise, ou ailleurs au Congo, les présidents Denis Sassou N'Guesso, Joseph Kabila, Paul Kagamé (Rwanda) et Yoweri Museveni (Ouganda), avec le soutien de la communauté internationale. La toute première s'était tenue au mois de mars dernier à Oyo, ville natale du président congolais, située à 400 km de Brazzaville. Évoquant des voix discordantes entendues dans son pays en rapport avec le rôle que pourrait jouer Brazzaville dans ces concertations, le président du Sénat de la RDC a indiqué que cela relevait de la liberté de parole indispensable en démocratie : « Nous ne pouvons pas empêcher le microcosme politique congolais de pouvoir émettre des avis qui ne soient pas nécessairement harmonieux : il y a l'opposition, la majorité, la société civile, c'est cela la RDC ». Kengo Wa Dondo a assuré que les groupes armés seront associés aux concertations.

Gankama N'Siah

Nominations au ministère de l'Économie et des finances

Le Conseil des Ministres s'est réuni le jeudi 8 août à Brazzaville sous la haute autorité de Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, Président de la République, Chef de l'État.

Il a examiné six (06) affaires et procédé à une série de nominations : le ministère concerné est celui de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration. Sont nommés :

Directeur Général du Fonds de soutien à l'agriculture :

- Itoua Apollinaire ;

Président du Comité de direction du Fonds de soutien à l'agriculture :

- Ngakegni Antoine ;

Directeur Général du partenariat au développement :

-Elanga Ekobo Michel ;

Directeur Général des recettes de service et de portefeuille :

- Loundou Henri ;

Directeur Général de l'intégration :

- Molongandzeyi Daniel.

COOPÉRATION

Les relations économiques et commerciales entre le Congo et l'Afrique du Sud se renforcent

L'ambassadeur d'Afrique du Sud au Congo, Genge Manelisi, a annoncé le 7 août l'arrivée imminente d'une délégation d'hommes d'affaires de son pays en République du Congo.

En effet, il s'agissait pour la partie sud-africaine d'évoquer auprès du ministre du Commerce et des approvisionnements, Claudine Munari, le projet d'intervention d'une mission de prospection et d'identification des opportunités dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures et des télécommunications. Peu avant son entrevue avec le diplomate sud-africain, la ministre du commerce s'est entretenue avec l'ambassadeur de la République fédérale du Brésil. Ce dernier a souligné que l'objet de cette rencontre était de remercier une fois de plus le président de la République et la ministre du Commerce pour l'implication du Congo dans l'élection du candidat brésilien à la tête de l'Organisation mondiale du commerce, indiquant qu'il y avait d'autres opportunités au-delà de ce geste louable du Congo : « Il y aura par exemple dans le cadre de la culture, une exposition de la danse Kiebé-Kiebé qui sera inaugurée au mois de septembre au Musée fédéral de Bahia. »

Profitant de cette occasion, le diplomate brésilien a présenté au ministre et au gouvernement congolais ses félicitations pour la grande réussite de l'ouverture de la foire internationale de Pointe-Noire, à laquelle, pour la première fois, le Brésil était présent.

Guillaume Ondzé

POINTE-NOIRE

L'oignon se fait rare sur les marchés

Cette pénurie, de plus en plus visible ces quatre dernières semaines, provoque de la surenchère chez les détaillants sur les marchés de la ville. Le filet d'oignon est passé de 8 500 à 16 000 FCFA, et le tas de 500 à 1 000, voire 2 000 FCFA. « Les clients ne cessent de crier au scandale en raison du prix exorbitant des oignons ces derniers temps », se plaint Edgard Missié, commerçant au grand marché de Pointe-Noire. Cette rareté impacte le panier de la ménagère. Dans une ville où la restauration constitue l'une des principales activités économiques des populations, la production locale reste très faible, la quasi-totalité du produit consommé provient de l'étranger. Cette crise devient inquiétante, car les moins nantis doivent se passer d'oignon, un ingrédient essentiel des mets congolais.

Selon Seydou Diarra, grossiste au grand marché de Pointe-Noire, « cette crise qui entraîne de la surenchère peut s'expliquer par les taxes élevées lors du dédouanement du produit. Plus les taxes sont importantes, plus les prix grimpent chez les détaillants. » Interrogé sur cette crise, Jean-Claude Mabiala, président de l'Association de défense des droits des consommateurs du Congo explique qu'il s'agit d'une pénurie organisée par quelques grossistes qui stockent des quantités importantes d'oignon pour les vendre quelques jours après à des prix plus élevés.

Séverin Ibara

KINDAMBA

Des logements modernes pour les fonctionnaires

Le préfet du département du Pool, Jean-Michel Sangha, a réceptionné officiellement les clés de ces onze logements, destinés aux agents de l'État. La cérémonie a eu lieu le 7 août à Kindamba.



Un échantillon de logements de Kindamba

Ces onze logements sociaux, flambant neuf, ont été construits par la Société de Promotion Immobilière (SOPRIM), dans le cadre du programme d'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Deux types d'appartements sont bâtis sur deux sites différents. Le premier modèle dit de type F3, comprend 2 chambres à coucher, un salon, une cuisine, une douche et toilette modernes, assorti d'un balcon. Le deuxième type de logements dit F4, quant à lui, offre des commodités plus meilleures que le premier type. Il contient 3 chambres, 2 salons, une cuisine moderne et un balcon.

Les chambres sont, toutes, équipées d'une douche avec lavabo et de toilettes modernes. Le coût des travaux est évalué à 1,05 mil-

liards FCFA. Ces logements de fonction répondent tous à une même architecture. Le mur de clôture permet une certaine indépendance aux familles qui vont y vivre. « Nous avons reçu instructions du ministre de la Construction de remettre ces 11 logements au préfet du département du Pool qui, lui, les attribuera aux fonctionnaires évoluant dans la localité », a déclaré le directeur technique de la SOPRIM, Rigobert Loumouamou.

Recevant les clés à titre symbolique, le préfet du Pool, Jean-Michel Sangha, a salué l'initiative du gouvernement qui permet de « reconstituer le tissu social, économique et politique du district de Kindamba » Après quoi, le préfet a transmis le trousseau de clés au

sous-préfet de Kindamba qui, à son tour, l'a remis au maire de la Communauté urbaine de cette localité en tant qu'autorité habilitée à gérer ce patrimoine.

Hormis les onze logements qui seront attribués aux fonctionnaires de Kindamba, la SOPRIM a aussi construit des appartements qui répondent aux mêmes caractéristiques, destinés à la vente.

Douze de ces logements à vendre, sur les 19 prévus pour la première tranche, sont également prêts. Le modèle « Deux chambres-salon-cuisine-toilette » est vendu à 17 millions FCFA alors que celui de 3 chambres revient à 23 millions FCFA. Ce projet va s'étendre dans l'ensemble des départements du pays.

Firmin Oyé

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063 - CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, 06 921 91 16
Courriel: prctg@yahoo.fr; fmorosa@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N°25/MEFPPPI/PRCTG-SPM/13

« Recrutement d'une firme en charge de la mise en place d'un Système de Gestion Electronique des Documents (SGED) au profit du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat (MFPRE) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme en charge de la mise en place d'un Système de Gestion Electronique des Documents (SGED) au profit de du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat (MFPRE). L'objectif de la mission consiste à mettre en place un système de gestion électronique des documents performant qui puisse répondre aux besoins spécifiques du MFPRE.

La durée de la mission est de trois (03) mois incluant les quatre (04) phases suivantes :

- la réalisation de l'état des lieux (diagnostic) ;
- la conception de l'architecture du SGED ;
- l'implantation du SGED dans la structure ;
- la formation des utilisateurs à l'appropriation du SGED ;
- la formation technique des informaticiens au code source et maintenance du SGED.

2. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

3. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

4. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la méthode de Sélection fondée sur la qualité technique et le coût.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mercredi 28 août 2013 à :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo; Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

Brazzaville, le 05 Août 2013

**Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA**

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063 - CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, 06 921 91 16
Courriel : prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 26/MEFPPPI/PRCTG-SPM/13

« Recrutement d'une firme en charge de la formation du personnel de l'ARMP, de la DGCMP, de la DGGT, des CGMP, y compris toutes les personnes impliquées dans la passation des marchés publics »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme en charge de la formation du personnel de l'ARMP, de la DGCMP, de la DGGT, des CGMP, y compris toutes les personnes impliquées dans la passation des marchés publics.

L'objectif général de la mission est d'améliorer les performances des acteurs intervenant dans la commande publique.

Les objectifs spécifiques de la mission sont : (i) acquérir des compétences en matière de gestion des agents des CGMP et de toute autre institution intervenant dans la chaîne de la dépense publique; (ii) mettre à jour le programme de renforcement des capacités élaboré en 2011 ; (iii) renforcer les capacités des Personnes Responsables des Marchés Publics (PRMP) en matière de gestion des marchés publics ; (iv) renforcer les capacités d'environ 400 représentants de la DGCMP, de l'ARMP, de la DGGT, des CGMP et de toute autre institution intervenant dans la chaîne de la dépense publique; (v) faire acquérir des compétences en matière de contrôle et audit des marchés publics aux agents de la DGCMP et de l'ARMP, en matière de préparation des dossiers de soumissions et dans la maîtrise du processus de passation des marchés publics ; (vi) définir une méthodologie relative à la collecte des données nécessaires à l'alimentation du système de suivi-évaluation au sein de la DGCMP, de l'ARMP, de la DGGT, des CGMPs et de toute autre institution intervenant dans la chaîne de la dépense publique. La durée de la mission est de deux cent quatre

(204) jours intégrant la soumission du rapport final.

2. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

3. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la méthode de Sélection fondée sur la qualité technique et le coût.

4. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mercredi 28 Août 2013 à :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo; Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

Brazzaville, le 05 Août 2013

**Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA**

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063-CG- Financement IDA
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, 06 921 91 16
Courriel: prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 27MEFPPPI-CAB/PRCTG-SPM/13

« Recrutement d'un Consultant individuel international pour la formation de 90 informaticiens des administrations touchées par le projet de gestion des finances publiques et d'administration publique (SIDERE/équipe OCI, Impôts, Douanes, Trésor, Plan, économie, MFPRE).en programmation et en développement WEB avec JAVA/JEE-FRAMEWORK »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit (Crédit n° 5063-CG) du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit crédit pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Consultant individuel international pour la formation de 90 informaticiens des administrations touchées par le projet de gestion des finances publiques et d'administration publique (SIDERE/équipe OCI, Impôts, Douanes, Trésor, Plan, économie, MFPRE).en programmation et en développement WEB avec JAVA/JEE-FRAMEWORK.

2. La formation vise de manière générale à automatiser les activités de production des actes administratifs afin de rentabiliser l'utilisation de l'outil informatique au sein des administrations touchées par le projet de gestion des finances publiques et d'administration publique (SIDERE/équipe OCI, Impôts, Douanes, Trésor, Plan, économie, MFPRE)

Les objectifs spécifiques sont : (i) former 90 informaticiens en programmation et en développement WEB avec JAVA/JEE-FRAMEWORK; (ii) rendre apte et compétitif le personnel informaticien. La durée de la formation est de quatre vingt dix (90) jours ouvrables.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notam-

ment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client) ;

• l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

- être titulaire d'un diplôme BAC+5 ou plus dans le domaine du développement JAVA et de gestion des projets et/ou une certification dans le domaine du développement JAVA/JEE-FRAMEWORK ;
- avoir des bonnes connaissances d'Oracle en tant que base de données utilisée pour le développement ;
- les expériences pratiques dans le domaine concerné par la formation sont fortement souhaitées ;
- l'expérience dans la formation des adultes serait un atout.

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mercredi 28 août 2013 :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo
Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

Brazzaville, le 05 Août 2013

**Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA**

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION
Crédit n° 5063 - CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, 06 921 91 16
Courriel : prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 28/MEFPPPI/PRCTG-SPM/13

« Recrutement d'une firme de réputation internationale en charge de la finalisation de la mise en place du Fichier unique Fonction publique-Solde »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme en charge de la finalisation de la mise en place du fichier unique Fonction publique- L'objectif général du projet est d'obtenir un système global d'informations, outil unique, cohérent, intégré, Complet et sécurisé pour la gestion des ressources humaines et de la solde interfaçant avec les caisses de retraite et les ministères utilisateurs.

L'objectif spécifique du projet est de réhabiliter le fichier du personnel de l'Etat en vue de l'intégrer dans un fichier unique informatisé « Fonction Publique-Solde-Caisses de Retraite », qui devrait permettre : (i) une mise à jour des bases de données, évitant les paiements des agents fictifs ; (ii) une clarification des procédures administratives et financières de gestion du personnel ; (iii) une projection sur le suivi des effectifs sur et hors du territoire national ; (iv) la réduction des obstacles qui freinent tant la gestion des carrières que l'obtention des pensions de retraites ; (v) une rationalisation de la gestion des dossiers et archives du personnel

L'impact d'une telle réforme devrait se ressentir tant sur le niveau de motivation du personnel que sur la maîtrise des dépenses en ressources humaines. La durée de la mission est de cent quatre vingt (180) jours intégrant la soumission du rapport final.

2. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

3. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». La firme sera sélectionnée sur la base de la qualité technique et le coût.

4. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le mercredi 28 août 2013 à :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo; Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr; fmorossa@yahoo.fr

Brazzaville, le 06 Août 2013

**Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA**

VIE ASSOCIATIVE

Micheline Potignon-Ngondo reconduite à la tête de l'ANLCP

À l'issue d'une assemblée générale extraordinaire le 4 août à Pointe-Noire, Micheline Potignon-Ngondo a été réélue à la présidence de l'Association pour la lutte contre la pauvreté (ANLCP).

Les membres de l'ANLCP venus



Micheline Potignon-Ngondo. (© DR)

des six arrondissements de Pointe-Noire mais aussi du Kouilou, du Niari, de la Bouenza, de Brazzaville, des Plateaux et des deux Cuvettes ont une fois de plus confié les destinées de leur association à Micheline Potignon-Ngondo à l'issue des assises auxquelles ont pris également part des responsables d'ONG, d'associations et de mutuelles sœurs.

À l'ouverture des travaux, Charles Beaudelaire Douniama, secrétaire général de l'ANLCP a précisé les motivations de la convocation de cette assemblée générale extraordinaire : « L'état de démembrement et l'hibernation des organes dirigeants, la sous-animation de la structure et la léthargie des membres, des maux liés aux nombreux cas de décès et de déplacements des membres consécutifs à leur mutations dans d'autres localités ont affecté l'association. Pour lui donner une nouvelle impulsion, la tenue de cette assemblée extraordinaire était devenue plus que nécessaire et urgente. À l'issue de cette assemblée géné-

rale, nous voulons apporter un sang nouveau dans les instances dirigeantes de notre association afin qu'elle continue à jouer pleinement son rôle de conseil, d'orientation, de réalisation, d'incitation, d'information et de sensibilisation au service des personnes défavorisées et démunies ainsi que de plaider auprès des institutions », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que les membres nommés aux différents postes à responsabilités devaient être disponibles et faire preuve de probité. S'adressant à l'assemblée, Micheline Potignon-Ngondo a salué l'action des membres et sympathisants de l'ANLCP, qui, par leur soutien, leur engagement et leur détermination, n'ont ménagé aucun effort pour que l'association ait une assise et un ancrage réel sur l'échiquier associatif national et international, tout en réaffirmant sa volonté de redoubler d'ardeur dans la poursuite et la promotion des objectifs et idéaux de l'ANLCP.

Les travaux ont abouti à la mise en place des instances de l'ANLCP : le conseil d'administration de vingt membres et le bureau exécutif national de neuf membres dirigé par Micheline Potignon-Ngondo, la commission de contrôle et d'évaluation de trois membres dirigée par Joseph Akouala-Mongo et le comité de gestion de la mutuelle de neuf membres dirigée par la présidente nationale.

Avant de clôturer les travaux de l'assemblée générale extraordinaire, Micheline Potignon-Ngondo a remis des kits scolaires à douze élèves de l'école Arche de Noé ayant satisfait au concours d'entrée en sixième cette année, dont elle est la promotrice.

Hervé-Brice Mampouya

CONCOURS PROFESSIONNELS DIRECTS

Les candidats se plaignent du quota fixé par la fonction publique

La direction des examens et concours technique a rendu publiques les listes des candidats retenus aux différents concours professionnels. Ces derniers ont signifié leur mécontentement le 8 août à Brazzaville. Motif, le quota d'admission qu'ils jugent très maigre vu le nombre de candidats.

Il ressort des sources sûres que le quota de réussite est fixé par le ministère de la Fonction publique en collaboration avec les autres ministères. La décision tiendrait compte des besoins des ministères bénéficiaires. Pour 2013, les épreuves écrites de ce concours se dérouleront du 21 au 22 août, sur toute l'étendue du territoire national. Au total, 16.085 candidats sont retenus contre 13.095 l'année dernière. Brazzaville compte 13.308 candidats répartis dans vingt centres.

Un choix limité se présente à ces candidats à savoir : l'école normale des instituteurs, celle des Beaux-arts, l'école des Eaux et forêts de Mossendjo, l'école para-médicale et l'école moyenne d'ad-

ministration. Ce concours concerne les détenteurs du BEPC et ceux qui ont le niveau de la Terminale. Pendant deux jours, ils affrontent, selon les spécialités, les épreuves écrites de rédaction, mathématiques, français, biologie, culture générale, dessin d'imagination, dessin d'observation ainsi que des sciences physiques.

Interrogé sur leurs motivations de se présenter à ce concours dont les résultats ne satisfont pas toujours leurs attentes, les candidats ont donné des avis controversés. D'aucuns ont incriminé la direction des examens et concours avec le phénomène de corruption ; d'autres ont indexé le ministère de la Fonction publique qui fixe un quota précis chaque année.

« Cette année, je me présente encore à ce concours parce que je dois persévérer jusqu'à ce que la chance me sourie parce qu'on apprend beaucoup de choses pour s'admettre à ce concours. Les matières selec-

tionnées ne sont pas un obstacle puisque nous les affrontons au bac », a souligné un candidat de spécialité Environnement.

La fonction publique indexée

« Depuis plusieurs années, le quota de réussite a été toujours insatisfait. Les candidats ont été toujours malheureux à la publication des résultats. Je peux dire que la Fonction publique contribue également à l'augmentation du taux de chômage des Congolais bien qu'elle prône que tous ne doivent pas travailler à l'État. Elle devait aussi instruire la direction des examens de limiter le nombre des dossiers des candidats afin qu'il n'y ait pas un choc après avoir affronté le concours ».

Sur place, à la direction des examens et concours, les noms de certains candidats n'ont pas été affichés. Le service habilité a assuré que les pré-listes consistent à pallier tous les maux en vue de publier les listes définitives.

Lydie-Gisèle Oko

POINTE-NOIRE

L'Association agir ensemble rencontre les enfants handicapés et poliomyélitiques



Les participants à la rencontre. (© DR)

La rencontre a eu lieu le 7 août au centre de poliomyélite de Pointe-Noire en présence d'Anièle Tchimbinda-Poaty, Bruno Itsouhon et Jephthé-Hermann Kibinda, respectivement présidente, secrétaire général de ladite association et responsable du centre de polio de Pointe-Noire, et de mères d'enfants poliomyélitiques.

Anièle Tchimbinda Poaty a expliqué aux parents comment vivre avec ces enfants et leur a recommandé un rapproche-

ment rapide de ces derniers du centre de poliomyélite en vue de leur prise en charge à travers le suivi des traitements. Les parents sont également appelés à assurer la scolarité de leurs enfants se trouvant dans cet état. Pour Missié Patricia, une mère d'enfant atteint de la poliomyélite et Jephthé-Hermann Kibinda, responsable du centre, « être atteint de la poliomyélite ne constitue pas une fatalité insurmontable pour les enfants, car depuis

sa création en 1970 le centre de poliomyélite, l'unique dont dispose la ville, a pu améliorer la santé de nombre d'enfants ».

La fin de la rencontre fut marquée par la remise de présents aux enfants atteints de poliomyélite. Le centre de poliomyélite de Pointe-Noire compte actuellement près de cent dix enfants et n'a cessé, depuis sa création, de secourir des enfants de diverses façons.

Séverin Ibara

ANNONCE

Une Organisation Internationale recherche des villas ou Duplex à louer situées de préférence dans un Rayon de 1,5 Km de la maternité Blanche Gomez.

Lesdites résidences doivent obéir aux normes et dimensions standards y compris :

-De l'espace pour générateur et pour un véhicule

-De l'espace pour une guérite de sécurité

-Une cour très grande

-Un parking auto interne et externe

-Une bâche à eau

-Un mur de clôture de 3 m de hauteur

-Grille de sécurité au niveau de toutes les ouvertures (Portes et fenêtres à la rez-de-chaussée).

-Une salle à manger très vaste

-Un grand salon

-Une cuisine vaste et moderne

Pour les plus amples renseignements, veuillez contacter : L'Agent en Charge du Service Logement au numéro : 05563 33 10 / 05563 33 19

TerraTech
Le monde de l'informatique

- ✓ 4 Camera Dome
- ✓ 1 DVR 4Ch + Disque Dur 500GB
- ✓ 1 Ecran Hp
- ✓ 1 Rouleau Coaxial Cable

399,000 TTC

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S Rond Point City – Rez-Chaussee. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434 Email: info@terratech-cg.com

Weekend NON STOP !!!

Avec **Masolo Ya Bandeko**

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

BUROTOP IRIS
Intégrateur de Solution

Communications Unifiées | **DATACENTER**

Câblage Informatique

Sécurité | **Système Informatique**

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60

POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo

BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

Brazzaville - Douala

à partir de **163 100 FCFA TTC** 3 vols par semaine
Mardi, Jeudi et Samedi

ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E-mail : relationclients@flyecair.com

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 . A Pointe-Noire : 222 94 12 88 . Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

VACANCES SCOLAIRES

Le gouvernement renoue avec les colonies de vacances

Depuis 1984, le Congo n'a plus organisé une colonie de vacances. 29 ans après, le gouvernement de la République renoue avec cette activité juvénile en organisant la toute première colonie de vacances de l'ère démocratique que Djambala a l'honneur d'abriter. Le coup d'envoi a été donné, le 6 août 2013, par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Anatole Collinet Makosso.

Comment occuper les enfants autour des loisirs sains, après neuf mois de scolarité ? La colonie de vacances, avec son lot d'activités connexes en constitue la réponse pour tuer l'ennui, l'oisiveté et la lassitude. Autrefois gérée par des établissements privés, la colonie de vacances organisée à Djambala du 6 au 21 août intègre la vision du gouvernement : une jeunesse épanouie, imbue des valeurs d'unité nationale, de solidarité, de citoyenneté, de respect de l'environnement et

des valeurs culturelles. Plus de 350 enfants et adolescents de 6 à 16 ans venus de tous les départements du Congo et de la diaspora, vont vivre ensemble et apprendre à se connaître. L'initiative est saluée par le maire de la communauté urbaine de Djambala, Albert Ngouloubi. Le président des sages et notables de Djambala, invité à la cérémonie de lancement, a béni tous les en-

fants venus en colonie de vacances. Le ministre Anatole Collinet Makosso a précisé que la colonie de vacances qui vient de s'ouvrir après une longue éclipse répondait à trois préoccupations majeures. Entre autres : faire découvrir le pays aux enfants pour qu'ils l'aiment davantage ; favoriser le brassage en vue de cimenter l'unité nationale et, enfin, permettre aux

jeunes de goûter aux fruits de la croissance.

Le chef du département de la Jeunesse et de l'Éducation civique a remercié les parents qui ont bien voulu leur confier leurs enfants pour les vacances car, c'est une marque de confiance faite au gouvernement de la République. Il a pris l'engagement de ne pas trahir cette confiance. D'où son invite aux encadrateurs,

animateurs de jeunesse et aux enfants : « *Je vous demande de dire à vos camarades restés dans vos localités respectives que le Congo va intensifier son effort de mobilisation afin de donner à un plus grand nombre de nos adolescents l'opportunité de participer, au moins une fois, à la colonie de vacances nationale, symbole de l'unité des filles et fils de notre Nation.* » Plusieurs partenaires ont contribué à la réussite de l'édition de Djambala, notamment l'entreprise pétrolière Puma, qui a fait don de kits scolaires d'une valeur de 5 millions FCFA ; la société Air Liquide, spécialisée dans la production de gaz industriel et médical, qui a fait un don de matériel informatique et ludique.

Au programme : des jeux sportifs, des activités de découvertes culturelles, des excursions, des mini-séjours de camping, des activités artistiques et des feux de camp.

Bruno Okokana



Les enfants conviés à la colonie de vacances de Djambala



AVIS DE RECRUTEMENT

AGENTS D'OPERATIONS A LA CLIENTELE MUTUELLES CONGOLAISES D'EPARGNE ET DE CREDIT

Ces postes sont basés à Brazzaville et autres Départements du Congo.

La commission de recrutement ne prendra en compte que les candidatures répondant aux critères exigés.

Les candidats sélectionnés seront informés par téléphone.

QUALIFICATIONS

- Minimum d'un Bac + 2 en gestion financière, commerciale ou comptable; Economie, Banque ou Microfinance

EXIGENCES ET EXPERIENCE

- Les candidats doivent faire preuve d'une grande aptitude d'accueil, d'écoute, d'analyse, d'un esprit de rigueur,
- Etre capable de gérer le stress,
- Etre âgé de 30 ans au maximum.

MISSION DU POSTE

Sous la supervision du Chargé d'Opérations Clientèle, l'Agent d'Opérations à la Clientèle a la responsabilité de :

- Recevoir les sociétaires pour les informer et les orienter ;
- Traiter toute opération courante portant sur les mouvements d'espèces ;
- Traiter les remises de chèques ;
- Procéder aux ouvertures de comptes ;
- Assurer le suivi et la mise à jour de la base client.

Les candidats devront déposer au plus tard le **13 Août 2013 à 14h30**, leur dossier de candidature comprenant un curriculum vitae, une lettre de motivation, les copies légalisées des diplômes à partir du BAC et un récépissé d'inscription à l'ONEMO au registre des demandeurs d'emploi à la **Direction Générale des MUCODEC, Sise boulevard D. Sassou Nguesso, BP : 13.23 - Téléphone : 06 987 90 00 – 05 547 90 00 Brazzaville - E-mail: secretariat.dg@mucodec.com**



10^e Édition du Sémi Marathon International de Brazzaville (SMIB) Djambala, 14 août 2013

La 10^e édition du Semi Marathon International de Brazzaville se déroule le 14 août 2013, à Djambala, dans le Département des Plateaux, sous le haut patronage de son Excellence Monsieur le Président la République, Chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

L'histoire de la course remonte à 2001, lorsque le Président de la République fait organiser un Marathon pour fédérer la jeunesse congolaise, lui donner une âme citoyenne et civique, et l'amener au cœur de la reconstruction de la paix sociale et de l'unité nationale mises à mal par les affrontements récurrents que notre pays a connus. De cette course a pris corps et réalité le Semi Marathon International de Brazzaville, créé par note de service N°225/PR-CAB/ du 16 juin 2003. Placé sous le haut patronage du Président de la République, Chef de l'Etat, il s'ouvre, dès sa première édition, en 2003, à toute la jeunesse sportive nationale et internationale.

Le SMIB est donc né de la volonté politique du Chef de l'Etat de faire converger les jeunes vers un seul et même objectif : la consolidation de la paix, de faire prendre aux jeunes une part active dans ce processus, de favoriser le brassage de la jeunesse afin d'abandonner toute velléité de conflits. Cet événement plonge chaque fois les jeunes dans un engagement citoyen qui leur permet de grandir, de se dépasser, de se découvrir les uns les autres, de porter des valeurs, de trouver leur place, et d'être utiles les uns les autres. Preuve que depuis la première jusqu'à la neuvième édition du SMIB, les jeunes de tous les départements de notre pays se rencontrent, font connaissance, se familiarisent et échangent pour le plus grand bien du Congo.

APPORTER L'ENERGIE DU PETROLE AU SPORT

Le sponsor officiel de cet événement, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), ne ménage aucun effort pour que la compétition se tienne chaque année. Quant à la Fédération congolaise d'athlétisme, par sa collaboration, elle apporte sa touche particulière pour garantir une meilleure organisation technique du SMIB, sans oublier le partenaire international qui est ASEL (Association sports et loisirs). En sponsorisant le SMIB depuis sa création, la SNPC aide l'Etat à faire revenir la course à pied au cœur de la jeunesse congolaise et à unir celle-ci, autour d'un même idéal : l'unité nationale.

C'est ainsi que la SNPC apporte une partie de l'énergie du pétrole au sport, en aidant les Congolais à s'ancrer définitivement dans le calendrier sportif national et international.

EXPERIENCE TOURNANTE

A la faveur de la première expérience du programme de la Municipalisation accélérée réussie en 2004, la deuxième édition du SMIB qui en est à sa dixième édition a pris l'habitude de côtoyer, le programme de la Municipalisation accélérée : la 1^{ère} édition, à Brazzaville ; 2^e édition, 2004 à Pointe-Noire ; 3^{ème} Edition, 2006 à Dolisie ; 4^e édition, 2007 à Owando ; 5^e édition, 2008 ; 6^{ème} édition, 2009 ; et 7^{ème} édition, 2010 à Brazzaville ; 8^e édition, 2011 à Ewo ; 9^e édition, 2012 à Kinkala ; la 10^e édition ce jour, 14 août, à

Djambala. Tout au long des éditions du SMIB, une athlète congolaise, Kiyindou Ida Brunelle, s'est particulièrement illustrée en remportant cinq fois la course. Notamment en 2003, 2004, 2007, 2008 et 2009. Grâce à cette expérience tournante, le SMIB suscite plus d'engouement et d'enthousiasme auprès des jeunes.

PARTICIPATION

De la première à la 10^{ème} édition, le Semi Marathon International de Brazzaville a, chaque année, regroupé des athlètes issus de tous les départements du Congo en même temps que d'autres individualités, ainsi que des athlètes de haut niveau venus d'Afrique et d'Europe. Les effectifs les plus élevés sont à mettre à l'actif de Brazzaville en 2003 avec un nombre des participants qui s'élèvent à 4000 athlètes, et seulement à 1.287 athlètes en 2010. Toutefois, l'édition de 2007 à Owando avait enregistré 393 inscrits, tandis que celles de Brazzaville 2008 et 2009 comptaient respectivement 876 et 1142 inscrits, celle d'Ewo 2011, 439 et, celle de Kinkala 2012, 1000 inscrits.

RECORDS

Le Comité de Direction du Semi Marathon International de Brazzaville ne cache pas sa satisfaction face aux progrès réalisés par les athlètes comparativement aux records mondiaux. A Kinkala, ce sont les Kenyans qui se sont imposés dans les deux versions internationales : Luka Lokobé Landu, en hommes, qui a bouclé le parcours (21,100 km) en 1h 02'35, et Jeruto Agness Barsioso, en dames, en 1h 10'03. Les deux Kenyans n'étaient pas seuls sur les podiums. Ils étaient ceinturés par l'Ougandais Nicolas Towett Kiprono (1h 02'25) et le Kenyan Chumba Kipleting (1h02'35) dans l'épreuve masculine ; l'Ougandaise Mercy Jemutai (1h12'33) et l'Ethiopienne Almaz Eshutu Deme (1h 14'52), ont été auréolées dans la course féminine.

Et les nationaux, dans leur version ? Ils améliorent, au fil des années, leurs performances. Le cas de Maël Okoueké, vainqueur en 1h 05'04, mieux qu'à EWO (1h09'05), est intéressant, talonné par Eric Semba (1h06'47) et Noël Mboundou (1h07'25). Chez les dames, la première à franchir la ligne d'arrivée a été Jodelle Ossou Wakeyi (1h18'25"), avant Rose Biantouari (1h26'37). A noter que ces performances ne sont pas loin de celles réalisées sur le plan mondial. L'Erythréen Zersenay Tadese a réalisé la meilleure performance masculine avec 58mn 23s (Lisbone 2010). Le record du monde féminin est détenu par la Kenyane Mary Keitany avec 1h 05mn 05s (Ras Al Khaimah), le 18 février 2011.

LES RECOMPENSES

Le Semi Marathon International de Brazzaville attribue des primes pour les premières places par catégorie et par sexe, tant au plan national, qu'au plan international.

Source Commission Communication SMIB.

 www.facebook.com/airtelcongob

**unis
par les meilleurs
tarifs**

Orange CONGO



A chacun son tarif!
**3 nouveaux tarifs
pour mieux vous servir**

Tarif Elengi : Bénéficiez des réductions systématiques de 10% à 99% sur vos appels vers airtel selon l'endroit où vous vous trouvez.

Tarif Prestige : Bénéficiez des réductions dégressives sur vos appels longue durée en local. Passez de 1,5F/Sec la 1^{ère} min à 0,75F/sec la 2^{ème} min et 0,4F/sec à partir de là 3^{ème} min vers airtel, soit 73% de réduction.

Vers les autres réseaux, passez de 1,6F/sec la 1^{ère} min à 1F/sec à partir de la 2^{ème} minute.

Club Biso Fun : rejoignez le club et appelez vos amis en illimité la journée à 1F/sec, et appelez à seulement 0,2F/sec de 0h à 6h vers tous les numéros airtel. Envoyez le maximum de textos à seulement 1F/SMS vers airtel. Restez connecté à facebook gratuitement en tapant le lien O.facebook.com.



airtel

**Le réseau qui
nous unit**

souscris : *176#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

ECAir, 05/08/2013

Communiqué de presse

A O Û T 2 0 1 3

ECAir
Equatorial Congo Airlines SA
www.flyecair.com
1604, Avenue des Trois Martyrs
Brazzaville
République du Congo

Contact:

Julien Bateba
Responsable Communication
& RP
Tél: +2425082440
Email: julien.bateba@flyecair.com

Ce samedi 10 août 2013, ECAir lance la desserte Brazzaville-Douala

Lundi 05 août 2013

A compter du samedi 10 août 2013, ECAir propose au départ de Brazzaville, Maya-Maya, une nouvelle desserte à destination de Douala au Cameroun, en partenariat avec Camair-Co, membre de l'AFRAA*, comme ECAir. *(Association des Compagnies Aériennes Africaines).

Les passagers d'ECAir qui voyagent à destination du Cameroun peuvent ainsi, au départ de Brazzaville, trois fois par semaine, voyager sur les vols d'ECAir, en Boeing 737-300 à destination de Douala, capitale économique du Cameroun. La compagnie Equatorial Congo Airlines prévoit une escale pour les passagers de Pointe-Noire. (Voir horaires ci-dessous)

Le partage de la ligne Brazzaville – Douala, permet aux clients des deux compagnies de choisir de voyager indifféremment avec Camair-Co ou bien avec ECAir.

Douala, ville portuaire, est la capitale économique du Cameroun, le principal centre d'affaires et la plus grande ville du pays. Les plus grandes entreprises du pays ont installé leurs sièges sociaux à Douala. Ce positionnement géographique permet aux entreprises d'être au plus près de leurs débouchés (export ou marché local) et de leurs intrants (port et aéroport).

Horaires escales Pointe-Noire

Mardi- jeudi - samedi

LC 108 : départ de Pointe-Noire à 07h15 ; arrivée à Brazzaville à 08h05

LC 105 : départ de Brazzaville à 18h00 ; arrivée à Pointe-Noire à 18h50

Horaires des vols (heures locales)

Mardi- jeudi - samedi

LC 301 : départ de Brazzaville à 08h50 ; arrivée à Douala à 10h35

LC 302 : départ de Douala à 15h15 ; arrivée à Brazzaville à 17h00

Renseignements sur www.flyecair.com, au service clients via le 00242/ 065090509 ou 00242/056090509 et en agences ECAir ou en agences de voyages.



REMERCIEMENTS

La famille Guelele remercie parents, amis et connaissances, pour l'assistance multiforme reçue lors du décès de leur regretté père, Casimir Guelele, ancien gendarme de l'AEF, Ancien agent de la Mairie de Brazzaville et Artisan forgeron, le 24 juillet 2013 à 14 h à Brazzaville.

Que tous trouvent ici, l'expression de leur profonde gratitude



Son Excellence Serge Mombouli, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo auprès des États-Unis d'Amérique (USA)

-M. Kwasi Tagbor Mboumba au Ghana
-Mme Antoinette Sarah Nagoti Tagbor
-M. Patrick Corentin Yombi
-M. Vincent Roseli-Tati
-M. Dieudonné Paka,
-la famille Tati-Kounia remercient les parents, amis et connaissances du soutien multiforme que vous avez témoigné lors du décès de leur mère, sœur, tante et grand-mère, la veuve Paka née Mboumba Bernadette, survenu le 05 juin 2013 en France. Que la terre lui soit légère



IN MEMORIAM

11 août 2003 – 11 août 2013
Jour pour jour, cela fait dix ans que la mort arrachait brutalement à l'affection de sa famille Vincent Ofoya, en ce jour de triste anniversaire la veuve Ofoya née Lengouango Suzanne, les enfants Ofoya et petits fils, prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire, cher époux, cher papa et papy nous ne t'oublierons jamais. À cet effet des messes d'actions de grâces seront dites : le 11 août 2013 à 6h15 en les paroisses Saint-Jean-Baptiste de Talangai, et Sainte-Marie de Ouenzé Paix à son âme.



09 août 2010 – 09 août 2013
Voici 3 ans, jour pour jour, que maman Ebenga née Mossoni Stéphanie Marie-Noëlle a été arrachée à notre affection. Maman, nous ne t'oublierons jamais. La famille Ebenga.

Séminaire de formation sur la LOGISTIQUE

Contenu du séminaire : (+ Document gratuit)

- Les approvisionnements ;
- Les documents commerciaux ;
- La gestion des stocks et des magasins de stockage;
- La distribution ;
- La gestion des transports;
- Les conventions internationales de vente ou incoterms.

Début : 12 août 2013

Durée : 1 semaine

Coût : 25 000 Frs + 1 marker Non permanent

Lieu : Immeuble en face du hall des légumes

AGRICONGO-Marché Total

(Derrière la fac de droit, à l'étage.)

Contacts : 05 556 90 64 / 06 937 60 54

MADAGASCAR

Catherine Ashton met en garde ceux qui font obstacle au processus et à la mise en œuvre de la feuille de route

La haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les Affaires et la Politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne (CE), Catherine Ashton, a manifesté sa préoccupation sur le processus électoral et la crise malgache. Elle a dénoncé une « absence de progrès dans la mise en œuvre de la feuille de route qui remet sérieusement en cause la transition consensuelle et inclusive, appuyée par la communauté internationale. »

Catherine Ashton est convaincue que la transition consensuelle et inclusive « devrait amener à la restauration de l'ordre constitutionnel » à Madagascar. Elle a salué les efforts du médiateur Joaquim Alberto Chissano et du commissaire de l'Union africaine (UA) à la paix et à la sécurité, Ramtane Lamamra, et exhorté à la mise en

œuvre totale des sept points du plan dans les prochaines semaines en vue de permettre la tenue des élections présidentielles et législatives à Madagascar avant fin 2014.

Et « si tel était le cas, l'UE relancerait ses actions de soutien aux processus électoraux et apporterait son plein soutien à la Ceni-T pour l'organisation et le déroulement effectifs des élections avant la fin du mois de novembre », a-t-elle dit, et dans le cas contraire, « l'UE serait déterminée à adopter, en concertation avec d'autres partenaires internationaux et en ligne avec les recommandations du GIC-M, des



Catherine Ashton mesures restrictives ciblées exclusivement sur les personnes faisant obstacle au processus électoral et à la mise en œuvre de la feuille de route », a-t-elle prévenu.

Noël Ndong

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Cabinet HOREB, Intégrateur de Services et de Solutions Informatique et Télécoms organise un recrutement pour le compte d'une société sur la place de Pointe-Noire.

3 postes à pourvoir:

- 1- Administrateur Systèmes et Réseaux
- 1- Administrateur de Bases de Données et Développeur
- 1- Administrateur des Infrastructure Réseau et Télécoms.

Les Intéressés à cet avis de recrutement sont priés d'envoyer leurs dossiers aux adresses ci-dessous citées, et ce au plus tard le **25 Aout 2013 à 17h00**.

Pour tout contact :

HOREB Technologies Center

Route de l'aéroport, Porte N°3 RDC Immeuble Institut IBAD

Réf. Entrée de la ferme (derrière restaurant la Belle Epoque, juste à coté de l'église EADC)

Tel. +242 04 452 22 22

E-mail: info@horeb-sarl.com



ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C.SA

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

CONCERTATIONS NATIONALES

L'opposition dénonce le diktat de la majorité

Le collectif des opposants déclare ne pas être concerné par la démarche cavalière actuelle initiée par le pouvoir en place et se dit prêt à prendre ses responsabilités devant l'histoire et le peuple congolais.

L'opposition politique, du moins celle qui se reconnaît dans les assises tenues dernièrement à Limete, observe avec inquiétude toutes les péripéties qui entourent l'organisation des concertations nationales. Aussi pense-t-elle tirer d'ores et déjà la sonnette d'alarme afin d'avertir l'opinion sur ce qu'elle considère comme une manœuvre du pouvoir visant à s'approprier ce forum national au mieux de ses intérêts. Dans une déclaration politique rendue publique en début de semaine, l'opposition entrevoit dans le chef du pouvoir une volonté manifeste « de persévérer dans la logique des concertations convoquées et organisées de manière unilatérale et autoritaire ». Elle en veut pour preuve la non-prise en compte de ses « préoccupations et propositions faites

contenues dans ses déclarations du 1^{er} juillet en vue de créer un climat de confiance entre les différentes forces politiques et sociales ».

En fait, pense-t-elle, la mise en place d'un secrétariat technique et l'adoption d'un budget des concertations nationales n'obéissent qu'à cette logique d'avoir une mainmise sur ces assises vis-à-vis desquelles l'opposition est exclue à tous les niveaux de préparation. La mise en place préalable d'un comité préparatoire paritaire, telle que proposée par l'opposition, n'a hélas pas été actée par le pouvoir qui, visiblement, semble faire cavalier seul. Et pourtant, à l'opposition, l'on est convaincu des vertus qu'incarne une telle structure qui devrait plutôt militer pour que cette organisation soit réellement inclusive et transparente, gages de la réconciliation et de la cohésion.

Par rapport à cette litanie des déviations décelées dans la préparation de ces assises, l'opposition ci-devant représentée par l'UNC, l'UDPS et alliés et le MLC, sans oublier d'autres partis poli-



Le secrétaire général du MLC Thomas Luhaka lisant la Déclaration de l'opposition

tiques affiliés, s'est déclarée « non concernée par la démarche cavalière actuelle initiée par le pouvoir en place ». Tout en se disant prête « à prendre ses responsabilités devant l'histoire et le peuple congolais », elle prend la communauté nationale et internationale à témoin sur ces tribulations orchestrées par le pouvoir

lesquelles pourront dicter sa position future. Elle continue néanmoins à œuvrer pour la tenue d'un dialogue politique transparent et inclusif.

Divergences d'approche

Une autre frange d'opposants ayant participé au Conclave de Limete commencent à mettre

un peu d'eau dans leur vin en trouvant quand même quelques éléments positifs dans le processus de préparation de ces échéances. Le fait pour le présidium d'avoir accepté la médiation du président Denis Sassou N'Guesso constitue pour cette catégorie d'opposants une avancée significative dès lors que cela rejoint leurs aspirations à une facilitation africaine. Ces opposants se disent prêts à engager des pourparlers avec le présidium pour qu'il leur soit réservé un quota dans le comité préparatoire des assises. Entre-temps, à la majorité, on ne veut rien entendre de la constitution d'un comité préparatoire paritaire « pouvoir-opposition » aussi longtemps que le chef de l'État avait, en prélude à la convocation des assises, reçu toutes les composantes de l'opposition lesquelles lui ont remis leur cahier des charges.

À tout prendre, on est encore loin d'atteindre une unicité des vues sur la manière d'organiser ces assises eu égard aux divergences d'approche qui se font jour.

Alain Diasso

La société civile veut un poste au secrétariat technique des assises

À la veille de la tenue de ce forum national, elle exige sa part dans le présidium tout en réclamant la révision à la hausse de sièges de représentation qui devra passer de 19% à 60%.

Généralement prises de court par des politiciens un peu plus habiles lors des grandes rencontres d'envergure nationale ou même dans les institutions du pays où elles ont une faible représentation, les plates-formes de la société civile de Kinshasa ont pris l'option de se regrouper dans un cadre de réflexion pour faire valoir leurs revendications. Plutôt que d'évoluer en ordre dispersé, elles croient le moment propice pour faire taire leurs divergences afin d'ériger un front commun face au danger de marginalisation qui les guettent en perspective de la tenue des concertations nationales. C'est tout le sens qu'il faudra accorder à la réunion qui a eu lieu le 7 août à la paroisse Notre-Dame-de-Fatima. Toutes les composantes de la société civile parmi les plus actives ont été présentes à cette réunion hautement stratégique. La Nouvelle société civile congolaise (NSCC) de Jonas Tshombela ainsi que la Société civile du peuple de Martin Kavundja étaient aux commandes de cette réunion à travers laquelle les forces vives de la Nation ainsi représentées ont tenu à exprimer leurs desiderata quant à l'organisation des concertations nationales.



Jonas Tshombela de la NSCC

Des revendications exprimées par ce nouveau cadre de concertation qui se veut fédérateur, l'on retiendra cette volonté clairement affichée de la société civile d'être représentée au présidium des dites concertations qui semble être l'apanage des seuls politiciens. Aux présidents de deux chambres législatives qui chapeautent l'organisation des dites assises, les membres de la société civile estiment que leur composante devra aussi avoir voix au chapitre étant entendu qu'elle est représentative de toutes les couches sociales de la Nation. Depuis des lustres, la société civile a toujours été marginalisée par des politiciens qui s'accaparent souvent de tous les postes lorsqu'il s'agit de redistribution des cartes au sein des institutions.

Cette fois-ci, elle veille au grain et n'entend pas se laisser faire. Outre le présidium des assises, la société civile affiche aussi des ambitions par rapport au secrétariat technique à mettre en place qu'elle voudrait chapeauter. Elle réclame, par ailleurs, la révision à la hausse de sièges de représentation aux concertations nationales qui devra, selon elle, passer de 19% à 60%. Regroupant des personnalités neutres et non alignées aux formations politiques, ce nouveau cadre de concertation de la société civile entend peser de tout son poids pour faire passer ses idées en misant notamment sur ses membres disséminés dans les onze provinces de la RDC. Reste à savoir si son cri du cœur sera entendu.

A.D.

ENJEUX POLITIQUES

Des ONG des droits de l'Homme plaident pour un dialogue inclusif

Le collectif de ces associations a notamment demandé au président de la République d'organiser un dialogue incluant les représentants de la majorité au pouvoir, de l'opposition et de la société civile.

Le collectif des ONG des droits de l'homme s'est dit préoccupé par le non-organisation, jusqu'à ce jour, par le président de la République, d'une concertation avec l'opposition et la société civile afin de trouver des solutions aux préalables relatifs à la forme et au fond des concertations nationales.

Ce regroupement a exprimé sa crainte sur le fait que les préparatifs que mènent les membres du présidium ne conduisent pas à la tenue d'un forum non représentatif et qui ne pourra pas contribuer notamment à la décrispation de la situation politique, à la protection des personnes et leurs biens et ainsi à la réconciliation nationale. C'était dans un communiqué conjoint signé le 8 août par une dizaine d'ONG établies en RDC.

Ces ONG ont souligné la responsabilité du chef de l'État d'entretenir et de maintenir des conditions qui favorisent un dialogue permanent avec les forces vives (partis politiques et organisations de la société civile), représentatives des courants majeurs de la société congolaise, pour réfléchir sur les solutions appropriées à la crise multiforme qui secoue le pays. Elles ont, de ce fait, rappelé au président de la République, le serment prêté de garantir l'unité nationale et l'intégrité du territoire de la RDC. Devant les réalités constatées sur le terrain, le collectif des ONG, qui a affirmé sa disponibilité d'entreprendre toute démarche susceptible de contribuer à l'organisation d'un dialogue inclusif, a prié le secrétaire général des Nations unies ainsi que ses envoyés spéciaux, respectivement dans la région des Grands lacs et en RDC, de travailler urgemment avec les différentes parties congolaises dans le sens d'encourager la tenue d'un dialogue inclusif devant traduire les engagements du pays contenus dans l'Accord cadre d'Addis-Abeba et la résolution 2098 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Lucien Dianzenza

EPSP

Lancement de la campagne d'inscription de tous les enfants à l'école

Au cours de la cérémonie, les élèves congolais représentés par ceux de l'école primaire Don Bosco ont reçu de l'Unicef, via le ministre de l'EPSP, des kits éducatifs pour l'année scolaire 2013-2014.

Le coup d'envoi du lancement de cette campagne a été donné, le 7 août, par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangu Famba, dans l'enceinte de l'école primaire Don Bosco, située dans la commune de Masina, dans la partie est de Kinshasa. Élèves, enseignants, directeurs d'écoles, sous Proved et Proved du secteur de l'Enseignement primaire ont tous répondu à cet appel en marquant de leur présence la cérémonie organisée à cet effet.

Plus de deux millions d'enfants âgés de 6 à 7 ans, qui sont en dehors de l'école, constituent la cible principale de cette campagne. Il s'agit donc là de nouveaux entrants en première année primaire. Ce chiffre a été révélé par l'enquête portant sur les enfants et adolescents en dehors de l'école réalisé en 2012, laquelle renseigne que pour diverses raisons liées à l'offre et à la demande d'éducation, plus de sept

millions d'enfants et adolescents de 5 à 17 ans, dont deux millions de ceux âgés de 6 à 7 ans, sont en dehors de l'école.

Une campagne nationale

Pour le ministre de l'EPSP, la RDC a souscrit aux objectifs du millénaire pour le développement en vue d'offrir aux élèves congolais un enseignement de qualité. « *Le gouvernement de la République et ses partenaires s'emploient à élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des politiques permettant de réinsérer ces enfants dans le système scolaire...* », a-t-il rassuré. Cependant, le ministre Maker Mwangu a précisé que cette campagne devra se poursuivre dans toutes les provinces du pays, tout en invitant chacune des provinces à prendre des dispositions pour que le plan de communication et tous les supports produits, à l'occasion de cette campagne, permettent réelles d'inscrire les deux millions d'enfants ciblés.

« *Cette cérémonie... se situe à deux années de l'échéance des objectifs du*



Le ministre de l'EPSP et la représentante adjointe de l'Unicef posant avec les bénéficiaires des kits éducatifs

millénaire pour le développement, laquelle interpelle et invite tous les acteurs du secteur de l'éducation à redoubler d'efforts pour s'approcher davantage des résultats attendus en 2015 en matière de la scolarisation primaire de tous les enfants et la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », a déclaré la représentante adjointe de l'Unicef, Sylvie Fouet.

En effet, cette campagne permettra

aux deux millions d'enfants ciblés de bénéficier des kits éducatifs grâce à l'appui de l'Unicef. Ces kits sont constitués non seulement des sacs, des cahiers, des crayons, des taille-crayons, des stylos, des lattes, des ciseaux, des gommes mais aussi des tee-shirts, des ballons, des sifflets, etc. Les écoles de l'intérieur du pays recevront de l'argent par un transfert afin de leur permettre d'acheter localement les fournitures selon les

besoins de nouveaux entrants.

Gratuité de l'enseignement primaire

Pour lever les obstacles à l'éducation des enfants, le gouvernement a consacré depuis près de quatre ans la gratuité de l'enseignement primaire dans les établissements publics de la RDC, sauf les villes de Kinshasa et Lubumbashi. À ce sujet, Sylvie Fouet interpelle le gouvernement en ces termes : « *Afin de permettre à chaque enfant congolais d'âge scolaire de jouir de son droit à l'éducation, il conviendrait en outre de mettre en application toutes les mesures d'accompagnement de la gratuité scolaire en offrant en même temps aux élèves un environnement d'apprentissage sécurisé* ». Profitant de l'occasion, elle a invité, d'une part, les parents à inscrire et maintenir à l'école, sans discrimination ni rejet, tous leurs enfants, filles et garçons, d'autre part le personnel scolaire est appelé à faciliter la tâche aux parents par une gestion efficace et transparente des ressources de l'école et protéger les enfants contre les abus et toute forme d'exploitation.

Gysie Oïssa Tambwe

KASAI OCCIDENTAL

Menaces de mort contre une députée provinciale

Les actes seraient attribués au président de l'Assemblée de cette contrée politicoadministrative, Omer Mijimbu Shakalau.

La Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV) a offert, le 8 août, une tribune à Mme Godelive Bakajika Tshianda afin de dénoncer des menaces de mort dont elle est victime de la part du président de l'Assemblée provinciale du Kasai occidental (Apkoc). À en croire la victime, il lui serait reproché de revendiquer la validation de son mandat de député provincial. Selon l'exposé fait devant la presse, Mme Godelive Bakajika a affirmé avoir reçu, en plus de menaces physiques, des appels et des messages (SMS) du président de l'Apko, dans lesquels ce dernier lui promet la mort. « *Il a même dit qu'il goûtera de mon sang, tout en me signifiant qu'il a déjà fait tomber des grands, notamment des gouverneurs des provinces, et qu'il ne répondait qu'à la seule autorité morale de la majorité présidentielle* », a-t-elle affirmé.

Une affaire réglée par la justice

Dans les explications, il a été noté que Mme Bakajika, membre de l'Union pour la majorité républicaine (UMR), un parti de l'opposition, détient un arrêt de la Cour d'appel de Kananga siégeant en matières électorales du 31 août 2011 qui l'a reconnue comme première suppléante de feu le député Bafwafa Kalala Muambayi, au détriment de Mubeng Ayibo Cita, qui réclamait également cette qualité. Ce jugement a, par là, ordonné la validation du mandat de cette dame à l'Apkoc. Godelive Bakajika soutenu par le président de son



Mme Godelive Bakajika, encadrée par le directeur exécutif adjoint de la VSV, Rostin Manketa, le président et le vice-président de l'UMR/Photo LDB

parti, Médard Mulangala Lwalabwanga, a noté que le 9 mai 2012, un certificat de non-appel du greffe civil de la Cour suprême de justice (CSJ) du 30 avril de la même année a été notifié à l'Apkoc et, par son exploit du 27 juin, l'huissier du tribunal de grande instance de Kananga a commandé à cette institution provinciale de valider le mandat de cette députée avant la fin de la session ordinaire du mois d'avril, à défaut d'y être contrainte par toutes voies de droit.

L'Apkoc, au lieu de se soumettre à la loi, aurait refusé de réhabiliter la requérante. « *Pire encore, le président de cette institution se livrerait, en violation du principe de la séparation des pouvoirs, à la terreur contre les autorités judiciaires de la province pour avoir dit le vrai droit* », s'est plaint la VSV, dans la synthèse de cette affaire.

Un régime des intouchables

Pour la VSV, le comportement d'Omer Mijimbu Shakalau constitue une menace directe contre la consolidation de la fragile démocratie congolaise et prouve une fois de plus l'existence, dans le pays, des intouchables et des personnes au dessus des lois et auxquelles même les magistrats doivent se soumettre. Cette ONG, qui dit tenir le président de l'Apkoc responsable de tout ce qui pourrait mettre en danger la vie et la sécurité de Godelive Bakajika, a sollicité des autorités du pays d'intervenir en faveur de la validation du mandat de cette députée et le paiement de tous ses arriérés d'émoluments. Elle les exhorte également à faire cesser les menaces de mort proférées par le président de l'Apkoc contre Godelive Bakajika et de garantir sa sécurité et son intégrité physique.

Lucien Dianzenza

TRANSPORTS

Rail emporté et sabotages perpétrés sur la voie ferrée du Katanga

La Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) a enregistré des dégâts matériels énormes et même un déraillement, selon une dépêche de l'Agence congolaise de presse.

Les actes de vandalisme signalés depuis un certain temps inquiètent les autorités du géant des transports qui relie, il faut le préciser, plus de sept provinces du pays, et permet aujourd'hui à la RDC de réaliser son rêve de mettre à niveau sa chaîne de transport multimodal. Les pertes concernent le vol d'une partie du rail et le sabotage des fils caténaires, entraînant des conséquences désastreuses dont un déraillement et même une coupure d'électricité sur la voie ferrée. Avec 3641 km de voie ferrée, la RDC est classée au quatrième rang des opérateurs en Afrique. Théoriquement, 1 km réhabilité coûte 1 million de dollars américain. Ainsi ces vols de rail inquiètent énormément. Quant au problème électrique posé, la situation est tout aussi préoccupante. En effet, la société dispose d'une voie électrifiée de 900 km, essentiellement entre Lubumbashi, Kamina et Mushasha. Déjà, son choix suscite à ce jour un vrai débat au regard de la qualité de l'électrification.

Ces nouvelles alarmantes arrivent au moment où la SNCC est en train de reprendre un trafic normal avec les nouvelles acquisitions. Aussi un appel a-t-il été lancé à l'endroit des habitants des villages longeant la voie ferrée sur l'axe Kamina et Kabondo Dianda. Ils sont priés d'aider la police à mettre la main sur cette bande d'inciviques. La SNCC a exprimé son espoir de voir les villageois s'approprier ce défi pour la poursuite normale du plan de redressement en cours avec l'aide des partenaires au développement, principalement celle de la Banque mondiale, mais aussi du gouvernement. À ce titre, la population a été invitée à réagir positivement à cet appel pour ne pas hypothéquer l'ambitieux programme de relance de la SNCC et, à travers elle, de relance l'économie du Katanga.

Laurent Essolomwa

SANTÉ

Démarrage du recensement des tradi-praticiens œuvrant en RDC

L'opération a été lancée, le 8 août, dans la salle de conférences de la paroisse Notre-dame-de-Fatima, dans la commune de la Gombe, par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi. Pour ce faire, des outils du recensement ont été symboliquement remis aux recenseurs.

Le recensement, qui cible tous les tradi-praticiens travaillant en RDC, concerne dans un premier temps la ville de Kinshasa et il sera étendu l'année prochaine à d'autres provinces du pays.

Initié par le ministère de la Santé publique et exécuté par le bureau d'études des statistiques pour le développement et la démocratie (Stadde), ce recensement vise notamment à mettre en place une base des données de tradi-praticiens et de leurs spécialités, d'identifier les problèmes qui minent ce secteur et d'identifier des plantes médicinales utilisées. Il sera aussi question durant ce recensement d'identifier des structures d'encadrement de ces tradi-praticiens, de développer une synergie entre la médecine moderne et traditionnelle.

Grâce à ce recensement, le pays pourra disposer des informations fiables pour prendre des mesures et décisions appropriées pour la planification des actions pouvant favoriser le développement de la médecine traditionnelle et disponibilité des informations pour les entreprises du secteur de la santé.

Pour le Dr Félix Kabange Numbi, le lancement de ce recensement est « sans nul doute la confirmation de notre foi en la promotion et la valorisation de la science héritée de nos ancêtres et qui doit participer efficacement à l'amélioration de la qualité des prestations des soins de santé pour le bien être du plus grand nombre de nos populations ». Le recensement des tradi-praticiens, reconnaît le Dr Félix Kabange Numbi, permettra de disposer d'une banque de données de ces praticiens et des indicateurs sur la médecine traditionnelle devant servir de cadre de référence pour mieux appuyer et planifier le secteur et, surtout, continuer à mener le plaidoyer et les actions de marketing en sa faveur et de ses praticiens dont l'importance n'est plus à démontrer.

Pour la réussite de ce recensement, le ministre de la Santé publique a invité les associations existantes ainsi que celles qui opèrent dans l'ombre dans ce secteur à apporter leur franche collaboration à cette opération.

Auparavant, la directrice du programme national de promotion de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales, Micheline Kingombe, salue l'engagement du gouvernement qui a rendu possible la réalisation de cette enquête.

Aline Nzuzi

30^e COUPE DU CONGO DE BASKET-BALL

Molokai et INSS en demi-finale

Les messieurs de Molokai et les dames d'INSS de Kinshasa se sont débarrassés respectivement de Terreur de Kinshasa et Gazelles du Sud-Kivu pour accéder en demi-finale de la compétition nationale de la balle au panier.

Quatre clubs se sont qualifiés, le 6 août au stadium des Martyrs de Kinshasa, pour les demi-finales de la 30^e Coupe du Congo de basket-ball. Chez les messieurs, le BC Molokai de Kinshasa a battu le BC Terreur également de la capitale par 77 points à 69 au terme d'une partie très disputée de quarts de finale. Sans surprise, les messieurs de Mazembe de Lubumbashi ont réussi le trois chiffre face All For One de Kananga, par 113 points à 56.

Molokai et Mazembe ont été les premiers demi-finalistes de cette compétition nationale de la balle au panier.

Chez les dames, Institut national de sécurité sociale (INSS) a renvoyé aux études la formation de Gazelles du Sud-Kivu par 124 points à 47 et les filles du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Lubumbashi se sont imposées



Un match de basket-ball au stadium des Martyrs

face à celles de Mazembe aussi de Lubumbashi par 56 points à 44 et obtiennent aussi leur place en demi-finale.

Les autres matchs de quarts de finale se sont disputés le 7 août. En version féminine, l'équipe tenante du titre Arc-en-ciel de Kinshasa était favorite face à Vetu club de Matadi; par contre la partie s'annonçait époustouflante entre les

filles de Tourbillon et celles d'Hatari, deux clubs de Kinshasa. En version masculine, Mazembe de Lubumbashi avait les faveurs des pronostics face à Jeunesse & Avenir de Kinshasa. cependant, l'on s'attendait à un match palpitant entre BC Lupopo de Lubumbashi et les Amis de Bukavu du Sud-Kivu.

Martin Enyimo

30^e COUPE DU CONGO DE HANDBALL

Nuru dicte sa loi sur Mazembe

Les filles de Nuru ont dominé leurs homologues de Mazembe, affichant du reste leurs ambitions pour le titre de cette compétition dont le titre est détenu par Héritage de Kinshasa.

La 30^e Coupe du Congo de handball se déroule sans anicroche au terrain annexe et aussi au grand parquet du stade des Martyrs. Au terme des rencontres jouées le 6 août, Mazembe du Katanga a été battu par Nuru de la même province en version féminine par 16 buts à 32.

Les dames de Vainqueur de Kinshasa ont nettement battu celle de JSK de Kikwit par 47 buts à 23. Les messieurs de Police de Kinshasa ont été plus forts que ceux d'Hirondelles aussi de la capitale par 42 buts à 20. Scorpion de Kinshasa est tombé face à Blessing de Lubumbashi toujours en version masculine par 19 buts à 22. Et Mazembe de Lubumbashi a été sévère face à Mikishi aussi du Katanga par 52 buts à 18. Notons aussi la nette victoire de JSK de Kinshasa sur Pa-



Un match de handball au terrain annexe du stade des Martyrs

nique du Kasai occidental par 55 buts à 20.

L'on rappelle que lors des premières journées de la compétition, JSK de Kikwit avait été battu par Interkin de Kinshasa par 23 buts à 33. Ruwe de Kinshasa s'était imposé face à 31^e CPC de Mbuji-Mayi par 43 buts à 13. Blessing du Katanga avait dominé Hirondelles de Kinshasa par 41 buts à 14. Scorpion avait

été plus réaliste face à Police dans un match entièrement kinois par 23 buts à 18. Et Héritage de Kinshasa laminait Lion de la Tribu de Juda de Bandundu par 60 buts à 10. Pour sa part, Mikishi du Katanga venait à bout de V.Club de Kinshasa par 26 buts à 19, tandis que Mazembe tombait face à JSK de Kinshasa par 22 buts à 35.

M.E.

RDC-UNICEF

Revue semestrielle de Kinshasa du programme de coopération

L'ouverture des travaux a été présidée par le ministre provincial du Plan, budget, travaux publics et infrastructures, Robert Luzolanu.

Les participants à ces assises, venus des différents ministères concernés par la coopération avec l'Unicef, ont fait le point sur la mise en œuvre des plans de travail roulant (PTR) 2013-2014 pour le premier semestre 2013 et partagé les résultats accomplis en plénière. Ils ont aussi identifié et analysé les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces pour les six premiers mois de la mise en œuvre du nouveau programme de coopération, et ont tiré les leçons apprises de la mise en œuvre du nouveau programme pour la période sous examen.

Ces évaluations qui ont porté sur les différents programmes de coopération entre l'Unicef et la RDC ont permis aux participants de formuler des recommandations pertinentes pour la bonne poursuite de la coopération. Ces recommandations ont été axées notamment sur le respect des engagements, la mobilisation des ressources, la signature à temps des PTR et le respect de l'échéance de décaissement des fonds permettant la mise en œuvre des programmes. Les participants ont aussi recommandé l'implication des enfants dans tous les programmes sectoriels, à savoir la survie, la protection, le développement, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la communication pour le développement, le plaidoyer, etc. À l'ouverture des travaux de la revue semestrielle de Kinshasa et national, le délégué du représentant de l'Unicef, Belizad Noubary, a rappelé que c'est depuis le premier janvier qu'un nouveau cycle de pro-

grammation a débuté avec la mise en œuvre d'un nouveau programme de pays 2013-2017. « Ce nouveau programme a été élaboré avec l'implication de tous les partenaires tant du niveau national que provincial et prend en compte la situation des enfants et son évolution. Il vise à soutenir résolument les options de développement prises par la RDC dans sa stratégie pour la croissance et de réduction de la pauvreté et ses plans du gouvernement et sectoriels qui en découlent », a-t-il déclaré. Saisissant cette opportunité, Belizad Noubary a transmis les assurances de l'Unicef dans sa contribution au développement du pays et de ses enfants. « ... L'Unicef mettra tout en œuvre pour soutenir le gouvernement dans son rôle de propriétaire, de pilote, de coordination et de mise en œuvre du plan de travail roulant. Ce soutien, nous l'étendrons également, durant ce cycle, à la société civile, aux organisations non gouvernementales, aux parlementaires, aux médias, aux institutions académiques, en étroite coopération avec les autres agences du système des Nations unies et partenaires techniques et financiers », a-t-il rassuré. Témoignant sa gratitude aux participants pour leur dévouement à la situation de la mère et de l'enfant, le ministre provincial du Plan les a invités à se pencher aux enjeux techniques des impacts, c'est-à-dire la survie de l'enfant, l'éducation de qualité pour tous, la gouvernance pour la protection des enfants, l'environnement favorable aux droits des enfants ainsi que les urgences.

Gypsie Oïssa Tambwe

Première banque de proximité en RDC

Banque Internationale pour l'Afrique au Congo

87 Boulevard du 30 Juin Kinshasa / Gombe. Tél. : +243 (0)81 555 4000

GRAND PRIX MONDIAL DE POÉSIE

Le Congolais Huppert Malanda primé par la World and Universal Academy

Le texte Comment éteindre les volcans ? du poète congolais a été primé meilleur texte au Grand Prix mondial bilingue de poésie organisé chaque année par la fondation World and Universal Academy, en partenariat avec la fondation World Management and Knowledge Forum à Groningen aux Pays-Bas.

Cet ambassadeur de la littérature congolaise vient une fois de plus de montrer que la poésie congolaise est bien vivante. En effet, sur trois mille candidatures d'écrivains amateurs ou professionnels venus de 182 pays, le jury a primé 210 candidats parmi lesquels le Congolais Huppert Malanda, reconnu meilleur artiste poète et distingué premier lauréat du Grand Prix mondial de poésie.

La candidature d'Huppert Malanda était composée de cinq textes poétiques, dont Rêve des peuples, dédié à Socrate ; Élégie soleil pour le premier sang de l'aurore, dédié à Nelson Mandela ; Élégie lunaire pour le prince de Médine, dédié à Mahomet ; Habiter le silence et Comment éteindre les volcans ? C'est finalement Comment éteindre les



Huppert Malanda

volcans ? qui a remporté ce prix mondial. Avec cette brillante victoire, le lauréat bénéficiera d'une promotion internationale et sera d'office nommé pour le Grand Prix Leonardo De Vinci en décembre 2013 à Amsterdam au Pays-Bas.

Le Français Daniel Gros-Circan, le Français Vincent Guiot, la Roumaine Christina Ciobanu, l'Indien Jain Nikhil, l'Espagnol Daniel de Culla, le Camerounais Bogni Tégua, le Canadien Jérémie Provencher, l'Indonésienne

Mila M, et le Haïtien Saint-Louis Jean Bertin ont été également primés. « *Comment éteindre les volcans ? est un chant pour nommer le visage du temps et de la planète. Une interrogation sur les déserts qui peuplent cette condition humaine installée par vésanie des civilisations de l'époque contemporaine* », déclare Huppert Malanda. Rappelons qu'Huppert Malanda est président de l'atelier Senghor-Bureau de liaison des poètes. Il a reçu en 2012

le prix de poésie des Éditions du Bord du Lot et la médaille d'honneur de la Francophonie. Délégué des rencontres européennes Europoésie en République du Congo, il est membre de l'Union des poètes francophones et Grand Prix de poésie de la renaissance africaine 2010 à Dakar. Il est le représentant Afrique de l'organisation du centenaire de la naissance d'Aimé Césaire, en France.

Bruno Okokana

MUSIQUE

L'orchestre Super Nkolo Mboka en concert au bar dancing « Solo Pendza »

Ce spectacle dit de proximité, que donnera l'orchestre de Djason Philosophe the Winner, aujourd'hui, à Talangaï dans le sixième arrondissement de Brazzaville, vise à promouvoir l'album « The Winner » en prélude à sa sortie officielle la fin du mois d'août.

Dans sa stratégie, le président du groupe musical Super Nkolo Mboka, a élaboré un plan de promotion de son album « The Winner ». Cet opus de quatre titres qui n'est pas encore dans les bacs subit un matraquage extraordinaire. De Kinshasa en République démocratique du Congo, en passant par le nord Congo jusqu'aux coins les plus reculés, Djason Philosophe the Winner (qui se confond avec le titre de son opus) vend merveilleusement son album en attendant sa sortie.

Si les habitants du quartier Ngamakosso dans le sixième arrondissement, où le groupe organise ses répétitions, sont déjà acquis à la cause, ce n'est pas la même chose pour les mélomanes d'autres quartiers. Afin de poursuivre dans cette lancée, Djason philosophe the Winner, a décidé de se produire partout où le métier l'appelle. C'est dans ce sens qu'après s'être convenu avec le propriétaire du bar dancing Solo Pendza, lui et son groupe ont décidé de prester dans cet espace ce vendredi 9 août à partir de 18 heures.

« *Nous allons donc livrer un spectacle en prélude à la sortie officielle de notre album prévue pour la fin du mois d'août. Avant de lancer la vente officielle de cet album, nous avons pensé qu'il était nécessaire de faire connaître davantage les chansons et les danses contenues dans cet opus. Nous avons déjà fait la promotion de cet album dans la partie septentrionale du pays. Là-bas, les gens dansent déjà « Giga » ou « Bozoba na yo ». Cette vision nous allons l'orienter dans la partie sud du pays, notamment à Kinkala, Dolisie... »*

Engagé cette flamme toujours allumée, Djason Philosophe the Winner, a lancé le concept « spectacles de proximité ». Il invite à travers ces différents spectacles les mélomanes de la bonne musique à venir chanter Ba Love, Eniala X, The Winner, Okoula Olé, Reviens Amour, Pao, Lambio, Point d'interrogation, Endzomba... et danser Giga, Bozoba na yo...

B.Ok.



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 009-MEFPPPI-PADE-CPM 2013 Relatif au recrutement du Responsable des Opérations (Chef d'équipe) du Fonds d'Appui à Coût Partagé (FACP)



Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA), un crédit de cofinancement dans le cadre du Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), qu'accompagne le groupe de la Banque Mondiale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, l'Unité de Coordination procède au recrutement du Responsable des Opérations du Fonds d'Appui à Coûts Partagés (FACP).

I – PROFIL (Qualifications académiques et professionnelles) :

- Etre titulaire au moins d'un diplôme en management, en économie, en administration des entreprises ou équivalent en sciences économiques ou disciplines similaires (minimum Bac + 5, équivalent à une maîtrise-Master);
- Avoir une grande expérience dans la mise en œuvre des programmes d'appui et des relations avec les agences ou institutions de développement dans le secteur public ou dans le secteur privé. Une expérience prouvée d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de la gestion des fonds d'appui ou programmes/projets d'appui au développement des entreprises financées par les institutions ou Banques multilatérales de développement, ou par des organismes et structures du secteur privé visant le même objectif, dont au moins deux (2) ans à des postes de responsabilité ;
- Avoir une excellente capacité de gestion d'un fonds d'appui aux entreprises et expérience dans l'administration des subventions de différentes tailles dans un environnement complexe.
- Avoir une excellente compétence d'organisation avec une parfaite maîtrise de la langue française, couplée à des connaissances en langue anglaise ;
- Démontrer d'une capacité à développer et mettre en œuvre une stratégie de communication ;
- Etre de nationalité congolaise (expert local ou membre de la diaspora) ayant une solide expérience dans le domaine du management, de préférence dans le secteur privé, ainsi qu'une bonne connaissance des pratiques de management international. Jouir d'une solide réputation et d'une bonne crédibilité auprès de la

communauté des affaires locales.

DUREE DU MANDAT

La durée du contrat est d'un an renouvelable sur la base de performances jugées satisfaisantes.

II-PROCEDURES DE SELECTION DU CONSULTANT

La sélection se fera en accord avec les procédures définies au chapitre V des Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011.

III-CONSTITUTION DE DOSSIERS ET DEPOT DE CANDIDATURE

La cellule de passation des marchés du PADE/PACADEC invite les candidats à manifester leur intérêt à fournir les services pour le poste en objet ainsi que les informations indiquant leur motivation et leur qualification pour exécuter les services (lettre d'offre de services, CV, copies des diplômes, certificats ou tout autre document justifiant la formation et l'expérience) sous plis fermé portant la mention « Avis n° 009-MEPATI-PADE-CPM-2013 » à déposer au siège du Projet sis, rue Isaac Locko n°05 et 06 (dans le secteur de Blanche Gomez à Brazzaville) au plus tard le 14 Août 2013 à 15 heures, Tél : 05 568 87 06 E-mail : pade.pacadece@yahoo.fr

IV-RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires relatifs à cet avis à manifestation d'intérêt pourront être obtenus au siège du projet ou par adresse électronique indiqués ci-dessus.

NB : Les deux meilleurs candidats présélectionnés sur dossiers subiront une interview organisée pour ce poste.

**Le Coordonnateur a.i
des Projets PADE/PACADEC
Bertille Chantal MAPOUTA**

AFFAIRE DU 4 MARS

Deux prévenus auditionnés

L'origine de l'explosion du dépôt de munition de Mpila n'étant pas encore précisée, Gladys Mafoua et Rodrigue Oba, tous deux caporaux-chef des Forces armées congolaises ont été entendus sur les faits survenus la journée du 4 mars au sein de l'Établissement central de réparation des armements et munitions (Ecramu).

C'est à 10 heures 30 minutes que l'armurier Gladys Mafoua est monté à la barre. Relatant sa journée du dimanche 4 mars, il a déclaré s'être rendu vers 7 heures à l'Ecramu afin de doter l'armement à la garde devant assurer le service. Pour lui tout semblait normal et aucun signe n'annonçait un drame. En rentrant dans le camp, il s'est d'abord rendu dans le petit dépôt de munitions car, à l'entendre, il existe deux dépôts avec l'idée de dresser la liste de ceux qui devaient prendre le relai dans la matinée de ce dimanche. « Comme je devais me rendre à l'église, il fallait que je me prépare. En sortant, j'ai vu le caporal-chef Kakom et je lui ai demandé de me coiffer. Il m'a répondu qu'il devait faire la corvée d'un supérieur. C'est ainsi que je me fis coiffer par un autre collègue. Après avoir fini, je suis allé dans la douche, et c'est de là-bas que j'ai entendu l'officier de permanence, Ngolali, crier au feu. Soudain je suis sorti. Je pouvais observer une immense flamme de l'autre côté du bâtiment administratif », a déclaré Gladys Mafoua. Après avoir constaté cela, il s'est enfui avec les autres à l'extérieur du camp où il a demandé le téléphone du caporal-chef Kakom pour appeler les sapeurs-pompiers. C'est la première détonation qui résonne. Il est emporté par un vent au fond d'un ca-

niveau, près de la caserne. Reprenant conscience, il décide de rentrer chez lui avec des vêtements déchirés. Dans sa déposition, il a attesté n'avoir jamais rencontré le colonel Marcel Ntsourou avant le 4 mars. À son tour, le caporal-chef, Rodrigue Oba, a signifié que tout allait bien pendant sa montée de garde, entre 4 heures et 6 heures de ce dimanche noir. Il a fait savoir qu'il était sorti une heure avant l'explosion pour se restaurer vers Ébina. N'ayant rien trouvé, il avait pris l'option de repartir à la base. C'est sur son chemin de retour qu'il aperçut une grande flamme monter. Ne sachant que faire, il prit l'option de rentrer chez lui.

Aux juges, il a, par ailleurs, dénoncé les tortures subies pendant sa détention à la Direction générale de la sécurité du territoire (DGST). Il a aussi expliqué que lors de son arrestation, il avait sur lui une somme de 300.000 FCFA. Ce qui a attiré l'attention des policiers, qui ont commencé à le soupçonner de tout. Sur la source de cette somme, Rodrigue Oba a affirmé qu'il avait vendu sa parcelle située à Djiri, sur la route nationale n°2 et avait pris cette somme pour l'achat d'une paire de chaussures. Il a également affirmé n'avoir jamais connu personnellement le colonel Marcel Ntsourou. « J'ai vu pour la première fois le colonel Marcel Ntsourou lors du procès des disparus du Beach ». Sur plus de cinquante témoins attendus, trois seulement se sont présentés. À cet effet, le procureur général de la République, Corneille Moukoko Moukoko a fait savoir qu'ils se présenteront le moment venu.

Josiane Mambou Loukoula

DEMI-FINALES DE LA COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les Aiglons tombent de haut

Le but inscrit en toute fin de rencontre par Héritier Ngouelou-Séda a compromis les chances de qualification du Club athlétique renaissance aiglon (Cara).

La manche aller des demi-finales de la Coupe du Congo de football s'est achevée le 7 août au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville. Le Cara, qui recevait l'Athlétic Club Léopards, a subi la loi du club dolisien. Les Aiglons se sont inclinés 0-1 au terme d'une rencontre dont ils avaient la parfaite maîtrise. Les Brazzavillois ont la mission suicide le 11 août au stade Denis-Sassou-N'Guesso à Dolisie d'aller voler la qualification qui tend déjà les bras aux Fauves du Niari.

Devant les Léopards affamés, la tâche ne sera pas du tout aisée. Les Aiglons auront sans nul doute des regrets à nourrir. L'équipe, qui a eu plus du temps de récupération que son adversaire, n'a pas pu profiter de sa fraîcheur physique pour mettre à genou les Fauves du Niari fatigués d'avoir livré deux matchs de haute facture les 28 juillet et 4 août. Le Cara s'est procuré une montagne d'occasions qu'aucun de ses attaquants

n'a réussi à exploiter. Il prend un but en toute fin de rencontre sur une erreur de placement, permettant à Héritier Ngouelou-Séda de transformer d'un lobe l'unique occasion des visiteurs. La messe était dite pour Cara qui ne fera

Djambala. Nous avons franchi un pas très important. Ce n'était pas facile de venir gagner Cara ici. Ce résultat nous laisse optimiste pour le match de dimanche. Je vous assure que nous serons en finale », a assuré Cyril Ndonga, l'entraîneur



Le Club athlétique renaissance aiglon compromet ses chances de qualification pour la finale. (© DR)

peut-être pas le déplacement de Djambala. Mais l'entraîneur de Cara croit en un éventuel miracle à Dolisie. « Nous étions en place tactiquement du début jusqu'à la fin. Par manque d'adresse devant les buts, nous prenons un but contre le cours du jeu. Cela fait partie du football. Si nous avons bien joué ici, nous pouvons le faire aussi à Dolisie », a indiqué Cédric Namitlamio, l'entraîneur de Cara. « Il reste une manche pour atteindre

des Léopards de Dolisie. Diables noirs et AC Léopards sont déjà en finale de la Coupe du Congo qui se disputera le 14 août à Djambala devant le chef de l'État. Les deux équipes doivent confirmer leur présence le 11 août lors des demi-finales retour. Au stade Alphonse-Massamba-Débat, les Diables noirs reçoivent l'Étoile du Congo et à Dolisie, l'AC Léopards sera aux prises avec le Cara.

James-Golden Éloué

BRIN D'HISTOIRE

La fin du Cssa (Conseil supérieur du sport en Afrique)

Réunis à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 26 juillet 2013, les ministres africains des Sports ont décidé de dissoudre le Cssa (Conseil supérieur des sports en Afrique), deux ans avant les Jeux du cinquantième anniversaire.

Du 18 au 25 juillet 1965 le Congo eut le privilège et l'honneur de porter sur les fonts baptismaux les premiers Jeux africains. Avec succès. Il fallut construire un temple dédié à cette grand-messe du sport. C'est ainsi que fut édifié le stade omnisport (stade de la Révolution et actuellement stade Alphonse Massamba-Débat, du nom de son initiateur). La face de Brazzaville en fut changée.

Le Conseil supérieur du sport en Afrique, qui gère depuis le sport continental, est une conséquence des Jeux africains qui, eux-mêmes, furent la suite logique des jeux appelés «Jeux de la communauté» puis «Jeux de l'Amitié ». C'est à Brazzaville les 13, 14 et 15 juillet, la

semaine précédant l'ouverture des premiers Jeux africains, que des responsables sportifs africains décident d'instituer un organisme supranational de coordination de l'ensemble des activités sportives sur le continent. Mais c'est à Bamako, les 12, 13 et 14 décembre 1966, que naît le Conseil Supérieur du sport en Afrique, en abrégé CSSA. Le Congolais Jean-Claude Ganga en assure dès le début le Secrétariat général. L'impulsion donnée à Brazzaville a permis un développement prodigieux du sport en Afrique.

Le C.S.S.A. avait pour buts de :

- Rechercher et appliquer toutes les mesures et tous les moyens susceptibles de favoriser le sport africain dans ses structures et ses manifestations.

- Coopérer avec les autorités nationales des pays membres, avec les Confédérations continentales, ainsi qu'avec les fédérations et les ins-

tances internationales en vue de la planification et l'harmonisation des mesures à prendre pour la formation des cadres.

- Organiser les Jeux africains et veiller à leur continuité.

- Favoriser la création en Afrique de zones géographiques sportives en vue d'une régionalisation du sport qui facilitera l'organisation des compétitions continentales.

- Orienter, diriger, coordonner et soutenir les activités de ces zones géographiques sportives.

- Encourager l'action des confédérations sportives africaines et susciter la création de celles qui n'existent pas encore.

- Favoriser par tous les moyens le développement du sport africain afin que l'Afrique soit dignement représentée aux compétitions sportives mondiales et plus particulièrement aux Jeux olympiques.

- Prendre les contacts voulus avec les organisations internationales susceptibles d'apporter leur contribution financière, matérielle ou

technique au développement du sport en Afrique ;

- Veiller à la diffusion et au respect de l'idéal olympique et coordonner l'action des comités nationaux olympiques africains.

- Convaincre les gouvernements des pays africains de s'engager résolument dans la voie de la protection et de la promotion de l'éducation physique et des sports.

- Collaborer avec les organismes et instituts internationaux spécialisés dans le domaine des recherches en éducation physique, médecine et presse sportives, susciter la création des structures similaires à travers une coopération étroite, susciter l'action de celles-ci.

Aux derniers Jeux africains de Maputo, le Congo a été désigné pour abriter en 2015, insigne honneur, les compétitions du cinquantième des Jeux Africains commencés avec brio, à Brazzaville, sur les bords du fleuve Congo. Le Cssa est mort, vive le Cssa ! Mission accomplie.

Mfumu